

Savoirs et citoyenneté dans les banlieues

Maria-Alice Médioni

Texte publié dans GFEN (1996). Construire ses savoirs.
Construire sa citoyenneté. De l'école à la cité.
Lyon : Chronique sociale (Chapitre 8, pp. 112-115)

Maria-Alice Médioni enseigne l'espagnol au Lycée Jacques Brel de Vénissieux. Elle a coordonné la réalisation de cet ouvrage. Elle est militante du GFEN.
--

Les banlieues sont à la mode. On feint d'avoir les yeux braqués dessus, on craint l'explosion sociale, on annonce, à grand renfort de publicité, que des mesures conséquentes vont être prises pour réduire la fracture sociale, et tout est mis en œuvre pour exclure chaque fois davantage. La société moderne crée de l'exclusion au quotidien en créant des richesses dont tout le monde ne peut pas profiter et en reléguant dans des espaces de détresse et de négation ceux dont elle prétend qu'ils n'ont pas voix au chapitre.

La banlieue est doublement stigmatisée et devient le lieu du handicap économique, socioculturel et de la violence. Mais si les difficultés dans les banlieues sont bien réelles, et souvent extrêmes, elles ne sont pas pour autant de nature différente de celles que rencontre l'ensemble de la population.

La crise de la cité

La crise des cités d'habitat collectif c'est d'abord la crise de la cité au sens civique, c'est-à-dire la **crise du lien social**. On fait des banlieues une question locale sans penser que ce qui s'y joue c'est la question de la cité au singulier, donc, du lien social, du lien politique, bien au delà de ces quartiers-là.

La grande ville est le lieu par excellence de la ségrégation sociale, culturelle et politique, et bien entendu spatiale. On échoue en banlieue très souvent après un parcours d'éloignement progressif des lieux d'origine dont le terme est cet espace qu'on n'a pas choisi et où l'on se sent déraciné. D'où le **sentiment de fatalité** qui s'empare de gens profondément convaincus qu'ils ne peuvent pas s'en sortir, et qu'ils n'appartiennent plus à une collectivité puisque celle-ci les rejette. Ces exclus voient leur destin leur échapper de plus en plus et ils cessent peu à peu d'exercer leur citoyenneté. L'intégration n'est plus qu'un mot. Et le **sentiment de ne plus appartenir à une collectivité** permet le développement exacerbé du sentiment communautaire, où la différence, prétexte à cette exclusion, devient revendication et enfermement.

Parallèlement, ceux qui ont un emploi, qui sont en quelque sorte encore « nantis », fuient ces espaces devenus à leurs yeux peu fréquentables, à travers une série de stratégies dont la dérogation scolaire n'est pas la moindre. Les raisons alléguées sont toujours honorables mais derrière se dessinent les motivations réelles beaucoup moins avouables ou fantasmées. Si on admet ce principe-là, le seul avenir, c'est de construire autour des gens « nantis » des miradors et de mettre des

surveillants avec des mitraillettes pour que le monde de ceux qui n'ont rien ne puisse pas entrer.

Retisser du lien social, dans ces conditions, dépasse largement les logiques individuelles. C'est l'objet d'un travail politique, volontariste, explicite. Or, ce qu'on constate depuis un certain nombre d'années c'est que c'est tout à fait l'inverse qui se produit. La logique actuelle de développement est complètement folle, coupée des réalités humaines, totalement basée sur l'argent : subventions sans contrôle d'associations qui fleurissent et qui meurent aussi vite qu'elles sont nées, ou qui végètent désespérément, « cadeaux » aux entreprises sous forme d'exonérations de taxes sans garantie de création d'emploi ou que les emplois créés iront véritablement à la population locale, quelle que soit son appartenance sociale ou ethnique, etc. Au lieu de **travailler sur ce qui fait lien social**, c'est-à-dire sur ce qui fait unité au-delà des différences, on cultive les particularismes de chacun, les logiques personnelles, individualisantes et médiatiques, monétaires... Au lieu de cultiver la solidarité, on cultive la « démerde », avec parfois, une présentation démagogique de ces stratégies où, bien sûr, des compétences se construisent mais où se produisent aussi des ravages psychologiques dramatiques, des souffrances sans nom ou la perte de repères symboliques, comme dans le « deal ». La drogue alors vient prendre la place de toutes les possibilités de rencontres, de toutes les valeurs.

Face à l'impasse dans laquelle nous nous trouvons, face à l'échec des politiques de compensation des handicaps, il faut inventer des solutions qui permettent aux gens, non pas d'occuper une place (définie par d'autres, le plus souvent), mais de **s'engager** en tant que citoyen **dans la cité**, au sens large, c'est-à-dire de prendre toute leur place dans l'aventure humaine.

La citoyenneté

Force est de constater qu'on ne peut aborder la question de la citoyenneté sans parler d'éducation et de savoir. Il n'y a **pas de citoyenneté sans accès au savoir ni de construction de savoir sans exercice de la citoyenneté**. Et cette question-là se pose, bien entendu, déjà et surtout à l'école.

Nous ne pouvons que constater la faillite des politiques de compensation qui n'ont fait qu'installer durement la fatalité du handicap, notion intégrée par la plupart des acteurs de la société et, par voie de conséquence, de l'école. Les conséquences, on le sait, sont dramatiques à la fois sur les enfants et les adolescents mais aussi sur les adultes, les enseignants qui, en acceptant cette pseudo fatalité, figent les élèves, en les condamnant à reproduire une image et se condamnent, par là-même, à l'impuissance.

Les difficultés d'enseignement et d'apprentissage dans les banlieues obligent à réinterroger les modes d'accès au savoir qui seraient nécessairement des modes d'accès individuels, individualisants ou de type compétitif, mais de fait aliénants. Loin de remettre en cause ces modes d'accès, on prétend adapter les élèves de ces quartiers et on appelle cela la démocratisation de l'accès au savoir. Les banlieues seraient des réserves où il faudrait adapter les indiens de ces réserves à quelque chose à quoi on ne toucherait pas. Pour les autres, on pourrait continuer comme avant. Or, on n'a pas affaire à des indiens, mais à des gens qui posent les questions les plus radicales sur : qu'est-ce que c'est que le savoir, qu'est-ce que c'est que l'apprentissage, la solidarité dans l'apprentissage ou la citoyenneté dans l'apprentissage ? Et ces questions-là valent bien au-delà des banlieues. Paradoxalement, en travaillant en banlieue, on apprend à travailler ailleurs. Mais pour le moment, c'est l'inverse qui se produit : toutes les politiques de la Ville et toutes les politiques ZEP sont orientées radicalement de l'autre côté, sur l'idée qu'il faut traiter la crise des cités sans toucher à la cité, et on fait, par conséquent, du SAMU social et du SAMU scolaire. Parfois, il y a du SAMU qui éteint le feu, parfois il y a du SAMU qui le rallume et on peut craindre qu'on aille vers une logique qui va encore accroître la dissolution du lien social.

Le traitement par le mépris débouche nécessairement sur la violence, comme réponse à une violence subie. Les jeunes résolvent leurs problèmes de façon instinctive, par des comportements de peur, de refus de l'autre, de recherche de solutions qu'ils ne trouveront pas ou par des processus mentaux très lourds.

Une grande partie de notre incapacité et de notre impuissance s'acquiert à l'école et ces habitudes-là, ces comportements d'acceptation de la fatalité, de violence ou de mépris, nous risquons de les porter toute notre vie. La **négation de la citoyenneté** dont l'exercice est toujours remis à plus tard (quand on sera grand, quand on sera capable, quand on aura son Bac, quand on aura un emploi...) **débouche obligatoirement sur l'impossibilité d'être citoyen, d'être responsable.**

Banlieues : handicap ou provocation à une autre réussite ?

Malgré l'image négative de la banlieue, malgré la notion de handicap si présente à l'école, **les banlieues sont des lieux d'innovations et de recherches intenses.** C'est très souvent en banlieue que sont posées les questions les plus neuves aussi bien dans le domaine de l'éducation, de la culture, que dans celui de l'entreprise, questions qui permettent d'ouvrir de nouveaux champs de réussite. Les anciennes solutions ont fait leurs preuves et il faut inventer du nouveau, faire autre chose et autrement. Question de survie.

Les politiques de compensation, les solutions pour désamorcer la crise ne sont au fond que des stratégies de pacification. Sur le plan scolaire, la réflexion et le travail ont davantage porté sur les comportements, la « socialisation », que sur les savoirs. Le résultat n'en est que plus décevant : on limite les manifestations les plus violentes à l'égard de l'école et de la société mais le fossé s'accroît chaque jour davantage sur le plan scolaire. Dans les quartiers, on multiplie animations et activités destinées aux jeunes hors temps scolaire, avec une inflation des structures d'aide aux devoirs prises en charge par des associations pleines de générosité, mais dans lesquelles la plupart du temps les usagers de ces structures n'ont nul pouvoir sur quoi que ce soit.

Les habitants des banlieues, adultes et enfants n'en sont pas dupes. Au-delà des révoltes, il existe dans les banlieues une volonté réelle de résister à l'insupportable. Ne faut-il pas lire ainsi cette violence qui s'y manifeste et qui n'est autre que le refus de l'exclusion et du mépris ? Les gens dans les banlieues vivent un état de sous-estimation permanent et leur espérance réside essentiellement dans leur capacité à l'indocilité. Cette capacité de résistance, cette volonté de ne pas se soumettre aux structures existantes, c'est peut-être une chance de faire surgir des choses nouvelles.

Il nous faut donc réfléchir et voir autrement tous ces éléments contradictoires et déstabilisants. Cette résistance aux anciens modèles nous oblige à porter plus loin notre exigence de réussite pour dépasser la conception actuelle d'une réussite aliénante, celle du gagnant, qui crée en permanence clivages et mépris, et **travailler à de nouveaux savoirs pour un monde solidaire.**